

LA PARTICIPATION DES STAGIAIRES : QUELLES PRATIQUES, QUELS ENJEUX ?



Analyse

Décembre 2012
Frédérique Konstantatos
Chargée de projets

En octobre dernier, la fédération Aleap inscrivait au menu de son assemblée générale et festive un atelier consacré à la participation des stagiaires au sein des Entreprises de Formation par le Travail (EFT) et des Organismes d'Insertion SocioProfessionnelle (OISP). Un objectif ambitieux : réfléchir la pertinence, l'utilité et la manière d'associer les stagiaires au processus de formation. Le résultat¹ : des partages de pratiques et de nombreuses questions et doutes quant à la participation des stagiaires. Cette analyse propose d'y donner suite. Il s'agira d'abord de s'entendre sur le terme de participation, de se pencher sur les pratiques et surtout d'en questionner les enjeux : Quel est le sens de cette participation ? Quelle est sa portée ? Quelles tensions met-elle en exergue ?

Quelles pratiques de participation ?

Eviter les malentendus

Parler de participation, c'est d'abord se heurter au fait que chacun associe des significations variées à ce terme. Des sens et des pratiques aussi riches que nombreuses, sur lesquels il convient de se donner un vocabulaire commun pour pouvoir ensuite en appréhender les enjeux.

En introduction à l'atelier de l'AG d'Aleap, Bernard Spinoit (directeur de l'EFT Quelque chose à faire et membre du conseil d'administration d'Aleap) demande aux participants d'expliquer comment « ils mettent les stagiaires dans le coup ». Quand le sujet est abordé avec Anne Biottlot (coordinatrice pédagogique au sein de l'OISP Avanti), elle explique que pour elle, la participation, c'est le contraire de l'exécution. Dans d'autres contextes, quand ce mot est évoqué, des sourcils interrogateurs se lèvent et imaginent des prises de décisions concernant la gestion du centre de formation.

C'est que le terme « participation » renvoie à la fois au fait de prendre part à une action et à celui d'intervenir dans les discussions et décisions d'un groupe constitué (qu'il s'agisse d'un groupe d'utilisateurs mais aussi de travailleurs ou de citoyens). Et cette intervention s'associe elle-même aux pratiques les plus diverses, qui pourraient schématiquement s'articuler autour de quatre « niveaux » et de trois domaines de participation.

Les domaines concernent les décisions *stratégiques* (qui dessinent les évolutions majeures de l'entreprise comme le développement d'une nouvelle filière au sein de l'EFT, l'embauche de personnel...), les décisions *managériales* (qui président à l'affectation des ressources humaines et financières) et les décisions *organisationnelles* (celles du quotidien et de l'exécution des tâches, qui vont des horaires à l'aménagement des locaux en passant par l'organisation de la production).

¹ Actes disponibles ici : http://www.aleap.be/index.php?option=com_content&view=article&id=82&Itemid=92

Quant aux niveaux de participation, le premier est celui de l'information : avoir accès à l'information (littéralement mais aussi « rendre accessible, appréhendable ») pour être tenu au courant des décisions, en saisir les tenants et les aboutissants, à considérer comme base de toute compréhension et donc réflexion pour celui que l'on veut « participant ». Sur cette première base, trois autres approches sont possibles : la consultation (récolter un avis, sans s'engager nécessairement à en tenir compte), la concertation (demander un avis et en tenir compte) et la co-décision (décider ensemble).

Autrement dit, en ce qui concerne les stagiaires des EFT et OISP, évoquer leur participation, renvoie à la fois à leur implication dans leur formation et dans le cadre qui organise celle-ci, avec plusieurs possibilités de domaines et de niveaux. Pour éclairer la diversité des pratiques rangées sous le terme de « participation », il convient également d'en interroger les objectifs et finalités : Pour quoi instaurer cette participation ? À quelles fins ?

Exemples de pratiques

Sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité, cette analyse fera état des pratiques partagées lors de l'atelier organisé par Aleap et s'appuiera également sur les entretiens réalisés avec Quelque chose à faire (EFT comptant une quarantaine de stagiaires), Avanti (OISP comptant une douzaine de stagiaires) et le Miroir vagabond (OISP mais aussi reconnu en éducation permanente et en tant que Centre d'expression et de créativité).

Une partie des pratiques de participation se rejoignent sous la première acceptation « participation » évoquée ci-dessus : « prendre part à l'action », « être acteur » ou encore « s'impliquer ». Elles sont donc concentrées sur le travail réalisé avec les stagiaires plus que sur l'organisation du cadre où ce travail prend place (le centre lui-même et au-delà, la société).

En effet, nombreux sont les centres qui sous le terme de « participation » mettent en avant des pratiques d'évaluation de la formation avec les stagiaires. Autrement dit, être réflexif comme mode d'implication dans sa formation. Selon les cas, les évaluations se feront en groupe ou en individuel, de façon formalisée (séance hebdomadaire de discussion, débriefing quotidien, « humeur du jour », etc.) ou informelle (échanges entre stagiaires et formateurs durant les activités), au long de la formation et à la fin de celle-ci. Les contenus portent sur l'évolution personnelle dans la formation, le ressenti général, la dynamique de groupe. Ce sont des pratiques qui font pleinement partie du processus de formation. Elles sont nécessaires pour s'assurer d'atteindre ses objectifs et jouent un rôle dans la réussite même de la formation.

Outre le regard réflexif des stagiaires et l'écoute du centre de formation, la participation se retrouve aussi au cœur du projet pédagogique de certains centres. « *Chez Avanti, on travaille avec la pédagogie du projet* », explique Anne Biettlot. « *Et pour nous, par définition, le projet, il faut que les stagiaires se l'approprient, à la fois pour la façon dont ils vont le mettre en œuvre et dont ils vont s'impliquer chacun.* » Cette appropriation passe par le fait de débattre des projets de l'année avec les stagiaires. Généralement, les grandes orientations stratégiques sont déjà circonscrites par l'équipe qui tâche de transmettre son enthousiasme aux stagiaires pour qu'ils s'investissent à leur tour dans le projet et décident ensemble comment ils vont le mettre en œuvre. Cela laisse aussi la porte ouverte à certains aménagements. Par exemple, l'équipe dispose d'une roulotte et désire la rénover au bénéfice d'une troupe de théâtre et les stagiaires embraient... en proposant de la transformer plutôt en abri d'urgence pour ceux qui dorment dehors. Lors de l'atelier de l'AG d'Aleap, une formatrice de l'OISP Crabe témoigne que si certains stagiaires ont envie de partager leurs savoirs, il leur est possible d'assumer une partie du cours (par exemple organiser une séance sur les moyens disponibles pour fabriquer soi-même ses produits d'entretien). Cette manière de fonctionner réclame évidemment qu'une certaine souplesse soit possible, ce qui varie selon le contexte de chaque centre.

Etre acteur du projet, cela passe aussi par le fait d'assumer à tour de rôle, en plus de la formation, une série de tâches de la vie pratique et qui sont bénéfiques à l'ensemble du groupe : préparer le repas de midi, faire la vaisselle, nourrir les lapins et les poules... Les stagiaires chez Avanti disposent d'un tableau récapitulatif des tâches de la semaine et ont la responsabilité de se les répartir. Un exercice qu'ils jugent manifestement ingrat et qu'ils renvoient à leur coordinatrice pédagogique :

« *Décide pour nous, Anne !* » Laquelle tâche alors d'attirer leur attention sur le fait qu'ils renoncent à leurs droits de décision et de faire des liens avec la vie citoyenne et politique en matière de droits et de devoirs.

Un autre ensemble de pratiques participatives au sein des EFT et OISP tient à la seconde acceptation du terme « participation », à savoir « intervenir dans les discussions et décisions d'un groupe constitué ».

C'est dans cette catégorie que se rangent les pratiques d'évaluation dont les contenus dépassent l'évolution personnelle et la dynamique du groupe pour se pencher sur les contenus de la formation, les pratiques pédagogiques, l'organisation quotidienne (sur chantier, dans l'atelier), l'aménagement des lieux... Chez *Quelque chose à faire*, ces pratiques passent par les assemblées de stagiaires qui ont lieu toutes les neuf semaines, préparées par l'équipe socio-pédagogique et animées par un animateur extérieur (mis à disposition par la Province de Hainaut). Pour *Avanti*, ce sont des réunions hebdomadaires, entre stagiaires uniquement. Dans d'autres centres, des groupes de paroles ont vu le jour.

Toujours dans cette lignée d'intervenir dans les discussions et décisions d'un groupe constitué, une série de pratiques de participation s'attachent à dépasser le groupe « stagiaires » ou le groupe « centre de formation » pour s'ouvrir sur la société en général. C'est d'ailleurs le leitmotiv du *Miroir vagabond*. Son objectif est d'associer les populations qui partagent un même territoire autour de Marche-en-Famenne et Hotton au développement local grâce à des actions de formation, d'animation et d'éducation permanente où la participation est un enjeu transversal essentiel. « *La participation citoyenne, c'est, pour nous, comprendre son environnement, se l'approprier, pouvoir agir dessus et y trouver sa place* », explique Nicolas Contor, co-directeur. Cela se traduit par une attention particulière à la participation dans les actions développées : quelle place est laissée aux personnes concernées dans les projets développés ? Quels besoins expriment-elles ? Quels besoins sont tus et pour lesquels nous pourrions créer un lieu d'expression ? Un exemple parmi d'autres, les groupes de parole thématiques. « *Les groupes choisissent eux-mêmes leur thématique (généralement en lien avec la précarité : le logement, l'énergie, la mobilité...) et sur base de leurs échanges, le Miroir se fera relai de leurs témoignages et de leurs recommandations, notamment via le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté.* »

Tout en contribuant eux aussi activement au développement local, la majorité des centres EFT et OISP ne se donnent pas toujours un objectif aussi large que le *Miroir Vagabond*. Pourtant, leurs pratiques de participation relèvent elles aussi d'un domaine politique, de celles qui construisent le vivre ensemble. Chez *Quelque chose à faire*, les assemblées de stagiaires ne mettent pas que des points propres à l'EFT à l'ordre du jour. Un élément du quotidien tel que les difficultés créées par des stagiaires qui parlent entre eux leur langue d'origine peut servir de point de départ pour discuter ensemble de l'interculturalité. Pour *Avanti*, cette ouverture sur la société passe par le fait d'inviter au sein de l'ASBL les habitants du voisinage ou une troupe de théâtre palestinienne ou encore quelqu'un qui s'est impliqué dans le mouvement des indignés espagnols. Autant de possibilités d'échanges et de construction de la citoyenneté. « *Ces échanges ont une portée pédagogique, d'apprentissage* », explique Anne Bieltlot. « *Mais aussi politique, avec la reconnaissance que cela leur apporte et aussi l'ouverture, pour qu'ils soient citoyens de Charleroi et aussi citoyen du monde.* »

Derrière les pratiques, quels prérequis ?

Qu'elles concernent les stagiaires ou un autre public, les pratiques de participation ne vont pas de soi. Les désirer et les instaurer ne suffit pas pour qu'elles fonctionnent. Il s'agit de s'en donner les moyens. Organiser une réunion, y prendre la parole, s'écouter, se comprendre, sortir du cas personnel pour envisager l'intérêt collectif sont autant d'éléments qui supposent un apprentissage. La préparation de la participation n'est pas à négliger non plus. A quel moment prévoir la réunion, quel ordre du jour établir, qui assurera l'animation et la prise de notes ? « *Les stagiaires s'organisent entre eux mais ils se rendent bien compte qu'il faut un animateur et un scribe, sinon ils discutent sans*

atterrir », explique Anne Biettlot. Les outils et les procédures sont aussi à construire et à adapter régulièrement, comme par exemple le cahier des réunions chez Avanti où les stagiaires ont maintenant proposé de ne plus écrire que sur les pages de gauche afin que l'équipe leur réponde sur les pages de droite et que les décisions soient plus clairement actées.

Dans le cadre des EFT-OISP, instaurer des pratiques participatives avec les stagiaires se heurte au fait que ceux-ci entament et terminent ou quittent la formation de manière continue. « *Cela implique que certains ne voient pas la concrétisation de leur réflexion ou doivent prendre un projet en marche, sans avoir participé aux choix quant à son orientation* », commente Anne Biettlot. « *Il faut aussi accepter que certains sujets reviennent régulièrement sur la table* », complète Bernard Spinoit. Et que ces sujets soient relativement limités : ils aborderont des thématiques d'ordre organisationnel plus que managérial ou stratégique car le passage des stagiaires dans les centres est beaucoup trop court pour pouvoir connaître intimement l'institution, comprendre les rouages de la comptabilité, saisir les enjeux du secteur d'activité et de l'insertion socioprofessionnelle, etc.

Enfin, poser la question de la participation des stagiaires, c'est inévitablement soulever celle de la participation des travailleurs. Pour Bernard Spinoit, la démarche est la même : « *Nous ne sommes pas en autogestion mais nous avons toujours eu la volonté de tenir les travailleurs informés, d'organiser une réflexion et un consensus au sein des travailleurs. C'est du même ordre avec les stagiaires : eux aussi sont des adultes et à ce titre, il nous semble logique qu'ils prennent une part dans la vie de l'association.* » Pour Avanti, l'expérience démontre combien ces deux questions sont liées, comme en témoigne Anne Biettlot : « *Si les choses ne sont pas claires, les stagiaires peuvent se glisser dans les failles et me renvoyer « de toute façon, ce n'est pas toi qui décide ça, c'est Isabelle [directrice du centre] ». Or, nous avons bien un mode de gestion très participatif, où, si Isabelle amène certaines priorités ou tranche certains points, nous prenons beaucoup de décisions ensemble. Mais ce qui est interpellant, c'est que les travailleurs ont une attitude similaire aux stagiaires face à la participation : lorsqu'ils arrivent dans l'équipe, ils ne voient pas toujours l'intérêt de décider à plusieurs, ils réclament plutôt d'avoir des consignes et de les exécuter. La participation se construit donc tous les jours, à tous les niveaux.* »

Participation, pas réaliste ?

Difficile d'aborder le thème de la participation des stagiaires en EFT-OISP sans se heurter à quelques doutes. Notamment le désir de participer : est-il compatible avec le fait d'être parfois « adressé » vers un centre de formation ? Pour Bernard Spinoit, l'intérêt pour la participation, il faut impérativement le susciter : « *On ne naît pas participant, on le devient, on le construit et cette envie de participer, elle variera pour chacun, au long de sa formation.* » La question reste néanmoins ouverte : comment mettre en œuvre des pratiques de participation et d'émancipation avec des personnes contraintes ?

Et quand, pour de nombreux stagiaires, les fins de mois sont difficiles à boucler, le logement plutôt précaire ou la mobilité difficile, n'y a-t-il pas d'autres priorités que de participer, s'impliquer, donner son avis, etc. ? Les stagiaires ne cherchent-ils pas d'abord à améliorer leur situation, en priorité grâce à la formation et à l'accompagnement social ?

Anne Biettlot ne voit pas la résolution des problèmes causés par le non-emploi ou la précarité comme incompatible avec les pratiques participatives, au contraire. « *Certes, il y a un travail social important à réaliser, mais cela n'est pas incompatible avec la participation. Et si tu attends que tout soit résolu pour mettre la participation à l'ordre du jour, il n'y aura plus personne ! En plus, là où la précarité stigmatise et produit une vision de soi-même négative, la participation va renforcer l'estime de soi, te reconnaître à part entière comme individu.* » Nicolas Contor abonde dans le même sens : « *L'intérêt des processus créatifs, c'est justement de savoir sortir des difficultés, les entendre mais ne pas se braquer uniquement sur elles.* » Il va plus loin et pointe même un risque, celui de l'individualisation, qui cherche en priorité à résoudre les problèmes de chacun et délaisse une approche où l'on peut s'exprimer en groupe, construire ensemble une analyse, des revendications à relayer, des solutions plus collectives. « *Certaines personnes sont dans des situations d'une telle détresse que l'on voudrait surtout travailler en individuel pour les régler au plus vite, alors que l'on peut aussi faire un travail collectif, qui amènerait autant voire plus.* »

Portée de la participation : la participation pour quoi faire ?

Ce qu'elle apporte dans la formation...

Les travailleurs des EFT et OISP interrogées, au-delà de décrire les pratiques et de pointer ce qu'elles exigent, mettent surtout en avant ce que leur apporte cette manière d'organiser leur travail avec les stagiaires. Chez Avanti, ces échanges sont souvent créatifs. Dans le cadre de projets plus artistiques, réfléchir à plusieurs sur la façon de réaliser telle pièce ou tel projet va ouvrir plus de possibilités, permettre à chacun de contribuer alors qu'il se sentirait plus dépourvu pour mener la même réflexion en solo.

Bernard Spinoit abonde dans ce sens et souligne combien, lors des assemblées, les stagiaires sont à l'écoute et amènent des propositions constructives. C'est aussi l'un des enjeux pointés par une travailleuse de *Forma* lors de l'atelier d'Aleap : *on ne demande pas aux stagiaires de seulement « critiquer » mais aussi d'émettre des propositions*. Autrement dit, rester attentif à ne pas verser dans une participation-consommation, telle une enquête de satisfaction sur des services rendus. D'ailleurs pour Anne Biettlot, c'est bien la possibilité d'être acteur qui donne du sens à la participation : demander aux stagiaires de poser des choix, c'est les mettre dans une situation où ils doivent apprendre à s'exprimer, à poser des choix qui impliquent de savoir anticiper et d'assumer. C'est donc avant tout leur donner l'occasion de sortir du rôle d'exécutant et d'augmenter leur sens des responsabilités. Ce sens des responsabilités résonne avec le réalisme de la participation, prise aux fers avec les urgences de la précarité et la tentation de repli sur le seul accompagnement individuel : *« Chez Avanti, on ne leur demande évidemment pas de prendre une responsabilité collective complète par rapport aux projets. Ils doivent d'abord prendre chacun dans leur vie leurs responsabilités individuelles, familiales. Mais la formation, c'est ici et maintenant, donc il n'y a pas de raison non plus de postposer la participation »*, explique Anne Biettlot.

Corollaire de la responsabilité : le besoin d'arriver à des résultats. Il ne s'agit pas tant de s'impliquer, se responsabiliser que de voir aussi le fruit de son travail, la concrétisation des décisions. Il y a plus de dix ans déjà, c'était là un des aspects de la participation qui faisait peur : qu'elle produise des résultats ! L'Interfédé l'écrivait en 1999². *« Des résistances s'expriment : « Que va devenir le niveau si l'on permet aux stagiaires de remettre en cause l'apprentissage de l'accord du participe passé des verbes pronominaux ? »*. Seule consigne à donner : *« N'ayez pas peur, c'est rarement cela qui est mis sur le tapis dès lors que nous sommes face à des adultes qui ont fait libre choix de leur formation. On peut toujours s'expliquer à propos des pourquoi et des comment. On n'est pas obligé de dire oui tout de suite aux revendications ni de les accepter toutes. L'apprentissage de la citoyenneté, c'est aussi apprendre qu'il y a des résistances que l'on ne peut vaincre qu'à condition d'être coalisé ! »* » Aussi, Bernard Spinoit explique-t-il qu'à la fin de l'assemblée des stagiaires, toutes les propositions sont recueillies et transmises à l'équipe pour que celle-ci y donne suite. A savoir, soit organiser leur mise en œuvre, soit expliquer lors de l'assemblée suivante pourquoi la proposition n'est pas retenue ou applicable.

... au-delà de la formation

S'impliquer, participer, être acteur, c'est une injonction largement répandue, dans des contextes variés. Par exemple, c'est ce qu'attend de chaque individu l'état social actif qui met l'accent sur la responsabilisation croissante de chacun et pour qui il convient mieux d'être entrepreneur de soi-même, acteur de son projet professionnel que de raisonner en termes collectifs pour préserver la solidarité organisée par la sécurité sociale. Participer, donner son avis, cela peut aussi être une façon d'évacuer le conflit, de diluer le rapport de forces pour obtenir un consensus artificiel. En témoignent les pratiques de participation calquées sur le modèle des parties prenantes, en vogue tant dans les entreprises (RSE) que dans les politiques publiques³. C'est pourquoi il sera crucial d'insister sur la dimension collective des pratiques de participation et sur l'explicitation de leurs finalités.

² Interfédé, Dossier « Participation et citoyenneté », in *L'essor*, n°11, décembre 1999, p. 9.

³ Voir notamment CICCIA L., « Le modèle des parties prenantes est-il soluble dans la démocratie ? », SAW-B, 2011, disponible ici : <http://www.saw-b.be/EP/2011/A1116stakeholders.pdf>

Le pari des EFT-OISP par rapport aux pratiques de participation, c'est que leur impact dépasse le cadre de la formation. Car participer, cela signifie aussi ne pas subir, savoir remettre en cause, soulever un débat, réfléchir et décider à plusieurs. Autant de savoirs et apprentissages que l'on espère transférables hors des centres, dans sa propre vie d'individu, travailleur, parent, citoyen.

Ce faisant, c'est une certaine finalité de la participation qui se dessine : l'émancipation individuelle et collective, dans la lignée de l'éducation permanente. Ces pratiques de participation, ne pourraient-elles avoir pour ligne de mire de mettre à disposition un cadre (à l'échelle de la formation, comme à celle du quartier ou de la société en générale) qui autorise des personnes majoritairement mises sur la touche du jeu politique, condamnée à subir (depuis l'échec scolaire jusqu'à une certaine activation de recherche d'emploi), à occuper à nouveau une place de sujet ? Il ne s'agit pas seulement de participer pour participer : derrière ces pratiques, il y a un projet, une finalité qu'il convient d'explicitier.

C'est sans doute ce que veulent désigner bon nombre d'interlocuteurs lorsqu'ils lient participation et citoyenneté et se réfèrent à la raison d'être des EFT et OISP. En 1975, l'éducateur Ferdinand Deligny ne disait pas autre chose : « *Tout effort de rééducation non soutenu par une recherche et une révolte sent par trop rapidement le linge de gâteaux ou l'eau bénite croupie. Ce que nous voulons pour ces gosses, c'est leur apprendre à vivre, pas à mourir. Les aider, pas les aimer.* »⁴ Ce que Jean Blairon interprète aujourd'hui comme leur permettre d'accéder « *à la liberté de se créer [soi-même] (...), à la possibilité de peser sur les orientations qui les concernent (...) et au respect de la diversité des cultures et des identités (des « singularités »), ce qui impose la prolifération des espaces de mixités de tous ordres et des occasions de croisement des groupes* »⁵. Pourtant il constate que « *nous allons de plus en plus en sens inverse dans différents secteurs de la formation des adultes, notamment celui de l'insertion socio-professionnelle : les individus y sont totalement réduits à des catégories, attribuées à des opérateurs distincts, dans des secteurs rendus imperméables et où l'on proclame séparément l'importance de la transversalité !* »⁶

... et au-delà des centres de formation ?

Quelles pistes face à ce constat ? Comment dépasser les pratiques de participation internes aux centres pour aborder un cadre et des enjeux de plus en plus larges ? Ou imaginer une forme de participation qui associerait les stagiaires entre centres ? C'est dans cette perspective qu'Aléap a initialement invité ses membres à débattre. Comme il s'agit de partager une réflexion qui s'initie seulement et se construit petit à petit, la fédération n'a pas défini *a priori* les objectifs (peser sur les débats politiques ? rencontrer d'autres réalités ?) ni les méthodes (délégations, productions collectives, grande rencontre avec ou sans travail en amont/aval...) pour que le débat reste largement ouvert.

Face à une question d'une telle ampleur, les réactions varient mais beaucoup réclament pourtant une claire définition du cadre pour juger de sa pertinence : que chercherait-on à faire ensemble ? Pour s'apporter quoi ? Certains y voient l'occasion d'un moment convivial, chaleureux. Anne Bietlot songe aux journées de rencontres organisées tous les deux ans par *Flora*⁷ : « *C'est vrai que c'est très riche pour les femmes qui y participent, elles constatent que partout, il y a des situations similaires à la leur et cela leur donne une sensation de puissance.* » Bernard Spinoit considère que c'est une occasion à saisir pour poser un regard collectif et construire une proposition sur ce qu'ils sont en train de vivre. « *Cela permettrait de s'éloigner du domaine de l'organisation pratique de la formation habituellement abordée dans les centres pour avoir une parole en tant que citoyens qui vivent un moment particulier.* » La méthode pose également questions. Beaucoup estiment que cela requiert du temps,

⁴ DELIGNY F. *Les vagabonds efficaces et autres récits*, Paris, Petite Collection Maspero, 1975, p. 128 cité dans BLAIRON J. « Retrouver le plaisir de former dans un monde désenchanté », in *Intermag*, décembre 2012, disponible en ligne : <http://www.intermag.be/index.php/lien-champ-associatif-institutions/383-retrouver-le-plaisir-de-former-dans-un-monde-desenchanté>

⁵ BLAIRON J, *op. cit.*, p. 3.

⁶ *Ibid.*

⁷ Depuis 1994, le Réseau Flora organise un forum tous les deux ans. Les femmes défavorisées et/ou peu scolarisées des différentes associations du Réseau se rencontrent et échangent des points de vue (idées, frustrations, solutions éventuelles...) sur des thèmes essentiels pour elles.

de la durée, pas nécessairement compatible avec le rythme des stagiaires et des formations. Nicolas Contor exprime aussi des craintes d'ordre méthodologique : « *Je me méfie des copiés-collés, où on utilise des outils ou processus sortis de leur contexte.* »

Cette réflexion est encore à approfondir. Elle n'est pas sans rappeler des expériences passées, comme par exemple le forum d'Herbeumont en 1995-1996⁸. Projet pilote, il avait pour objectif de répondre à la question *qu'est-ce que les stagiaires ont à dire des politiques d'insertion ?* Bien partie à l'origine, on retient à l'arrivée un certain flou sur la finalité, le « pour quoi participe-t-on » et une sensation de récupération. De l'expérience seront tirés plusieurs enseignements, sans doute encore significatifs aujourd'hui. D'une part, la qualité de la méthode : au départ, un travail long, avec des groupes de travail et des animateurs spécialisés, pour réussir à construire une parole collective, « *pas de traitement statistique, pas de dépossession des récits de vie, pas de rapports de force entre légitimité des professionnels et des stagiaires pour débattre d'éthique et de justice, pas d'interprétation non-contrôlée, pas de jugement moral, pas de comportementalisme, pas de diagnostics discriminants (...)* On est dans l'élaboration conjointe des devenirs individuel et collectif dans le champ de l'action, une vision comme un autre de la démocratie »⁹. D'autre part, les limites de la méthode qui ne peut être autosuffisante sans cadre claire et les tensions mises en exergue, notamment sur l'articulation entre formation et concertation. Le dispositif a été dépassé par lui-même, fonctionnant « trop » bien et débouchant sur des revendications collectives qui n'avaient pas été envisagées par les initiateurs du projet et qu'il a été difficile d'amener jusqu'à une réalisation, avec des stagiaires qui sortent de formation et quittent le dispositif, des politiques lents à répondre aux interpellations et des acteurs de l'insertion déstabilisés par des demandes qui les poussent à prendre plus de responsabilités politiques.

Pour aller plus loin

- Interfédé, Dossier « Participation et citoyenneté », dans *L'essor*, n°11, décembre 1999.
- Interfédé, Dossier « La participation des stagiaires : entre utopies et « pièges à cons » », dans *L'essor*, n°43, mars 2008.
- RTA, « Lutte contre la pauvreté et figures de la participation », dans *Intermag*, octobre 2012, disponible en ligne : <http://www.intermag.be/index.php/lien-champ-associatif-institutions/375-etude-lutte-contre-la-pauvrete-et-figures-de-la-participation>

⁸DI MATTEO S. et LEMAIGRE T., « En finir avec la fin d'Herbeumont ? », in Interfédé, Dossier « participation et citoyenneté », *L'essor*, n°11, décembre 1999, pp. 18-20.

⁹ *Ibid*, p. 20